

Datum: 05.12.2023

Autor: Laurent Kleisl

L'affirmation forte d'une volonté d'apaisement entre les cantons de Berne et du Jura



En marge de la session du Grand Conseil, un groupe de députés ont affirmé à titre individuel, sans engager leur parti, leur soutien au Concordat sur le transfert de Moutier.

Huit heures et quart, mardi matin au Rathaus. Une cohorte interpartis de membres du Grand Conseil se présente devant la presse. Elue de Tramelan, Moussia de Watteville (Les Verts) s'inquiète du planning auprès de son concitoyen socialiste Hervé Gullotti, maître de cérémonie. «La séance de Grand Conseil débute à 9h, et on vote directement!» lance-t-elle avec énergie.

Le timing est serré, et il y a tant de choses à dire. Cette volonté de s'exprimer trouve racine dans la matinée du 24 novembre, jour de la signature du Concordat sur le transfert de Moutier entre les Gou-

vernements bernois et jurassien. L'encre n'était pas encore sèche qu'un groupe d'élus du Jura bernois, d'obédience libéral-radical et UDC, attaquait frontalement l'accord. Et tous l'ont affirmé: chaque fois qu'ils le devront, ils voteront non au Concordat.

L'acte, manqué, a marqué. «Cela sonne comme la volonté de mettre de l'huile sur le feu alors que tout le monde œuvre à l'apaisement», souligne la députée prévôtoise Marina Zuber (PSA). «Des déceptions existent des deux côtés. Dans le Jura bernois, avec la perte de Moutier, à Moutier pour ceux qui souhaitaient rester bernois, mais aussi pour certains qui ont dû faire le deuil d'un Jura réunifié après la votation de 2013. Il est l'heure de tourner la page de la Question jurassienne et le Concordat illustre à merveille cette volonté.»

S'extraire des sillons identitaires

Moussia de Watteville se dit même «choquée» de cette prise de position antiséparatiste extrême, «surtout que le politique a un rôle d'exemple à jouer. Que Force démocratique réagisse en écho au Mouvement autonomiste jurassien, cela me paraît normal. Mais quand je vois les personnalités qui se sont ainsi exposées, je suis étonnée et déçue de leur comportement.» «Pour la région, c'est tellement important de confirmer le travail accompli par les deux Cantons», enchaîne Sandra Roulet Romy (PSJB), députée de Malleray. «Aujourd'hui, tout le monde s'accorde pour dire que la Question juras-

sienne est terminée, mais des militants continuent de faire de la propagande, notamment avec Belprahon.»

Laissons les fanatiques mourir avec leur fanatisme.
Tom Gerber, député PEV de Reconvilier

La voix posée, Tom Gerber (PEV) admet comprendre «la douleur de certains, liée au départ de Moutier. Le vote communaliste ne peut toutefois être mis en cause en refusant le Concordat. Le rejeter, c'est ouvrir une nouvelle période d'incertitude; c'est souligner du côté bernois que l'on ne veut pas clore la Question jurassienne; c'est mettre en danger le projet Avenir Berne romande, l'élan positif de la démarche et de la marque Grand Chasseral; c'est rogner la crédibilité de la région. Le reste du canton serait alors en droit de nous demander: finalement, vous voulez quoi?» Un bon résumé du député de Reconvilier.

Le Grand Conseil votera sur le Concordat en mars 2024. Le Parlement jurassien s'exécutera, lui aussi, le printemps prochain. Suivront, en septembre, les populations des deux cantons. «Nous voulons dire notre soutien au Concordat et à l'action du Gouvernement bernois, qui a mené avec conscience et sérieux les négociations avec nos voisins du Nord», souligne Hervé Gullotti, maire de Tramelan. «Nous soutenons un retour à des relations cordiales et constructives entre les deux Cantons. Nous voulons croire que la Question jurassienne est réellement enterrée, malgré ce que disent certains hérauts du Mouvement autonomiste jurassien. Notre région doit placer ses efforts dans d'autres domaines que dans des sillons identitaires.»

Malgré un passif historique

Tous s'accordent sur un point: aussi saint puisse-t-il paraître, le Concordat n'est pas parfait. Il n'aurait pu en être autrement, d'ailleurs. «C'est un compromis,

chacun a dû mettre de l'eau dans son vin», reprend Moussia de Watteville. «Il y a peut-être un ou deux éléments qui ne nous conviennent pas, mais c'est la même chose pour les deux camps. C'est l'occasion de normaliser la situation, de revenir au calme et d'aller de l'avant.» Pour la députée neuvevilloise Maurane Riesen (Ensemble socialiste), «le Concordat s'inscrit dans l'histoire compliquée de la région. Malgré les tensions, les deux Cantons ont réussi à trouver des solutions pragmatiques. Leurs discussions ont été menées de manière intelligente et dans le respect du choix démocratique de la population de Moutier.»

Sandra Roulet Romy, Maurane Riesen, Moussia de Watteville, Hervé Gullotti, Karim Saïd, Marina Zuber et Tom Gerber: malgré des couleurs partisanes différentes, toutes et tous soutiennent le Concordat de concert. Source: Anthony Montandon

L'ancienne militante du PSA est dans le vrai. Au-delà de sa portée politique et institutionnelle, le Concordat sur le transfert de Moutier a valeur de symbole. «Les deux Gouvernements ont réussi à se mettre d'accord et c'est plutôt exceptionnel, vu leur passif historique», note Marina Zuber. «Le Jura bernois se construit une nouvelle identité, sans Moutier, avec sa nouvelle vitrine Grand Chasseral, et c'est très réjouissant.» Un grand tout, selon Moussia de Watteville: «Le Concordat, c'est Avenir Berne romande, c'est de nombreux crédits votés par le Grand Conseil. Le refuser, c'est tout remettre en cause, c'est un risque beaucoup trop grand.»

Représentant de la métropole seelandais, le député socialiste Karim Saïd profite de l'instant pour rappeler les collaborations entre Bienne et le Jura bernois, promises à être renforcées: «Le ceff Artisanat, qui va venir à Bienne, en est un bon exemple.» Il affirme: «J'ai l'impression que les Alémaniques du canton en ont marre de la Question jurassienne, mais je sens aussi leur attachement aux francopho-

nes et au bilinguisme.»

Pourquoi changer les règles du jeu?

Le député vert/libéral Beat Cattaruzza écoute, tranquille. Puis l'ancien défenseur du HC Bienne se lance dans une allégorie rappelant ses grandes années au Stade de Glace: «Certains veulent changer les règles du jeu en cours de partie. Pour l'ancien sportif que je suis, cela n'a aucun sens. Beaucoup de travail a déjà été accompli, un travail dur qu'il s'agit de poursuivre.». En sa qualité de membre de la Com-

mission des institutions politiques et des relations extérieures (CIRE), mise à contribution sur le dossier, l'Alémanique de Nidau s'exprime en connaissance de cause.

Le mot de la fin? Il est pour Tom Gerber: «Les travaux de l'Assemblée interjurassienne ont démontré qu'une normalisation des relations conduisait à un apaisement et à une perte de crédibilité des mouvements de lutte. Laissons les fanatiques mourir avec leur fanatisme.» On n'a pas trouvé meilleure chute.

[Link öffnen](#)